

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 02/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RHONE GAZ

BP 31
69320 Feyzin

Références : UDR-CRT-26-066-CC
Code AIOT : 0006103974

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement RHONE GAZ implanté Rue de Sibelin BP 31 69360 Solaize. L'inspection a été annoncée le 13/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 13 mai 2025, l'inspection des installations classées a effectué une première visite de l'établissement RHONE GAZ sur le thème de la réglementation ATEX, qui a fait l'objet du rapport référencé UDR-CRT-25-123-CC du 20 juin 2025, demandant à l'exploitant certains justificatifs, ainsi que la mise en œuvre d'actions correctives.

Par courrier du 23 juillet 2025, l'exploitant a apporté des réponses à ces demandes.

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 5 mars 2026, qui a pour objet de s'assurer de la bonne mise en œuvre des actions visant le respect de la réglementation ATEX

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RHONE GAZ
- Rue de Sibelin BP 31 69360 Solaize
- Code AIOT : 0006103974
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société RHÔNE GAZ, détenue par ANTARGAZ et PRIMAGAZ, exploite sur le territoire de la commune de Solaize, un centre emplisseur de bouteilles de gaz composé principalement :

- d'une sphère de butane de 1000 m³ ;
- d'une sphère de propane de 600 m³ ;
- d'un hall d'emplissage de bouteilles de gaz ;
- de stockages de bouteilles de butane et de propane.

La société RHÔNE GAZ est autorisée (classée seveso seuil haut) et réglementée au titre du code de l'environnement par un arrêté préfectoral du 7 juin 1993 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Document relatif à la protection contre les explosions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Plan de zonage ATEX	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Equipements non-électriques d'avant le 30/06/2003	Arrêté Ministériel du 08/07/2003, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Equipements électriques d'avant le 30/06/2003	Arrêté Ministériel du 28/07/2003, article 6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois
5	Vérification périodiques des matériels électriques en zone ATEX	Arrêté Ministériel du 26/12/2011, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Matériels utilisables en atmosphères explosibles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Matériels utilisables en atmosphères explosibles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la dernière visite d'inspection du 13 mai 2025 sur le thème de l'ATEX, l'exploitant actualisé son plan de zonage et révisé son Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE). Cependant à ce stade, l'inspection n'a pas une vue d'ensemble du taux d'adéquation et de conformité des équipements ATEX de l'établissement, tant en ce qui concerne les équipements électriques que non-électriques. En effet, l'exploitant a refusé de communiquer à l'inspection, son plan d'action visant à lever les non-conformités ATEX de son établissement (Audit de 2006 et/ou fiches ATEX figurant à la troisième partie du DRPCE du 3 décembre 2025).

Les derniers rapports de contrôle des équipements électriques, et de continuité des terres, ne font pas apparaître de non-conformités.

La vérification par l'inspection de l'adéquation d'équipements ATEX à leur zonage, n'a pas mis en exergue de non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Document relatif à la protection contre les explosions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Document relatif à la protection contre les explosions
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Article R4227-52 du Code du travail L'employeur établit et met à jour un document relatif à la protection contre les explosions, intégré au document unique d'évaluation des risques. Ce document comporte les informations relatives au respect des obligations définies aux articles R. 4227-44 à R. 4227-48, notamment : 1° La détermination et l'évaluation des risques d'explosion ; 2° La nature des mesures prises pour assurer le respect des objectifs définis à la présente section ; 3° La classification en zones des emplacements dans lesquels des atmosphères explosives peuvent se présenter ;

4° Les emplacements auxquels s'appliquent les prescriptions minimales prévues par l'article R. 4227-50 ;

5° Les modalités et les règles selon lesquelles les lieux et les équipements de travail, y compris les dispositifs d'alarme, sont conçus, utilisés et entretenus pour assurer la sécurité ;

6° Le cas échéant, la liste des travaux devant être accomplis selon les instructions écrites de l'employeur ou dont l'exécution est subordonnée à la délivrance d'une autorisation par l'employeur ou par une personne habilitée par celui-ci à cet effet ;

7° La nature des dispositions prises pour que l'utilisation des équipements de travail soit sûre, conformément aux dispositions prévues au livre III.

Constats :

Le DRPCE révisé depuis la dernière inspection, a été validé le 3 décembre 2025.

La méthodologie d'évaluation de la criticité du risque d'explosion figurant au §1 du DRPCE, provient de l'organisation professionnelle France Gaz Liquides (FGL) et de la norme NF EN 60079-10.

Le §5.2.7.2 du DRPCE fait apparaître : "**Axe d'amélioration.** La procédure de contrôle (contrôle et mesure) fera clairement apparaître l'ensemble des contrôles et diagnostics à effectuer dans le cadre de la démarche ATEX et plus particulièrement concernant le contrôle des équipements électriques et non électriques en zone ATEX (y compris les ensembles "machine" tels que les DLDM, DFE, carrousels)."

L'exploitant a indiqué en séance, ne pas être d'accord avec cette remarque, qui a été rédigée par l'organisme qu'il a mandaté pour l'élaboration de son DRPCE. Il a indiqué, que le contrôle d'adéquation ATEX tous les 5 ans, a été ajoutée à sa procédure PMS16.

Le §8 du DRPCE mentionne un "*Plan d'action ATEX*". L'exploitant indique que les actions à mettre en œuvre, sont précisées aux §5 & 6 "*ADEQUATION MATERIELS EN ZONE*" des fiches ATEX figurant en troisième partie du DRPCE. Le plan d'action opérationnel est tenu à jour dans un fichier EXCEL, que l'exploitant ne souhaite pas communiquer à ce stade.

Le §6.4 du DRPCE indique "**CONCLUSION**, La situation du site par rapport aux directives « ATEX » est globalement perfectible. Notamment il existe des actions à mettre en œuvre sur des matériels certifiés, sur des mises à la terre et des liaisons équipotentielles. On note également la présence de matériels dont l'adéquation est à confirmer pour les zones ATEX. "

Les fiches ATEX mentionnées en troisième partie du DRPCE font apparaître à leurs § 5 & 6 :

- Des liaisons équipotentielles non conformes : Fiche N° 2 - Hall MMC GC, Fiche N° 20 - Chargement Wagon, Fiche N° 28 Ancienne pomperie, Fiche N° 29 Compresseur Thomé, Fiche N° 31 - Réservoirs Propane Sas Purge et Fiche N° 34 - Soupape TSV/PSV Ext ;
- Des équipements non certifiés, ou dont la plaque signalétique est absente ou illisible.

L'exploitant précise, que la quasi totalité des remarques concernant les liaisons équipotentielles, sont dues au fait que les liaisons sont réalisées par un «*empilement*» des cosses des conducteurs de liaisons équipotentielles, alors que la norme exige que celles-ci soit reliées individuellement à une barrette (de cuivre), afin de permettre de déconnecter un seul conducteur (travaux, etc...) sans déconnecter les autres. Il indique qu'à ce stade, environ 74 % des non conformités relatives

aux liaisons équipotentielles ont été levées.

Concernant les équipements non certifiés, ou dont la plaque signalétique est absente ou illisible, il convient de souligner que de nombreux équipements électriques, fonctionnent en Sécurité Intrinsèque (SI).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Préciser l'échéance de finalisation de la mise en conformité, des liaisons équipotentielles.

Dresser la liste des équipements électriques n'ayant pas pour mode de protection la Sécurité Intrinsèque (SI), non certifiés, ou dont la plaque signalétique est absente ou illisible et présenter un plan d'action visant à les mettre en conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Plan de zonage ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de zonage ATEX

Prescription contrôlée :

.....

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

« La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent. »

Constats :

L'inspection constate que certaines parties du plan de zonage sont illisibles en version papier (A3) et également en version ".pdf " Un exemple en fin de la présente fiche de constat, fait apparaître que même en grossissant le ".pdf " les repères instruments des soupapes sont illisibles.

Les principales modifications apportées à cette dernière révision du plan de zonage ATEX concernent :

- Zone pomperie GPL : La nouvelle pomperie GPL ne comporte qu'une zone 2 et pas de zone 1 au contraire de l'ancienne pomperie. L'exploitant explicite cette différence, par le fait que les nouvelles pompes GPL, ne sont pas susceptibles d'avoir de dégagement de gaz en cas de problème ;
- Rétentions des sphères de GPL et rétention déportée : Passent de zone 1 à hors zone. L'exploitant indique que ce classement provient du guide ATEX de FGL ;
- Sphère de butane : Qui perd les zones 2 de ses PSV. Les anciennes PSV des sphères figurant sur le plan de zonage (PSV 048 à 051 situées en haut des sphères) ne figurent plus

<p>sur le plan actuel, suivant les recommandations du guide FGL, qui considère que leur probabilité d'ouverture est trop faible, pour leur attribuer une zone ATEX ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sphères de GPL : Voient apparaître des sphères de zone 1 et 2 au niveau de leurs purges, qui avaient été omises.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un plan de zonage ATEX lisible ; • Les éléments justifiant qu'en cas de problème technique, les nouvelles pompes de GPL ne sont pas susceptibles d'entraîner un dégagement de gaz.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Equipements non-électriques d'avant le 30/06/2003

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/07/2003, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Equipements non-électriques d'avant le 30/06/2003</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1° En ce qui concerne les équipements de travail :</p> <p>a) Destinés à être utilisés dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter, et qui sont déjà utilisés ou mis pour la première fois à disposition dans l'entreprise ou l'établissement avant la date de publication du présent arrêté, ceux-ci doivent satisfaire, à partir de cette date, aux prescriptions minimales de la section 2 du présent arrêté ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Le DRPCE précise à son §6.1 Equipements fixes : " <u>les matériels électriques et non-électriques conçus antérieurement au 01/07/2003 ont fait l'objet d'une analyse menée par NORISKO afin d'évaluer les risques de présenter une source d'inflammation capable d'enflammer l'atmosphère explosive au sein de laquelle ils sont utilisés. Cette vérification de l'état de conformité permet de valider leur maintien en fonctionnement ;</u> "</p> <p>L'exploitant a indiqué, qu'il assure un suivi des non-conformités des équipement non-électriques ; en raison de non marquage ATEX ; dans un fichier informatique qu'il ne souhaite pas communiquer à ce stade. Il vérifie pour chaque équipement concerné, si une analyse de risques a été menée par NORISKO en 2006. Si oui, il indique dans le fichier de suivi " <i>Analyse de risque NORISKO</i> " et le considère alors conforme. Sinon il prévoit une analyse de risques d'ici la fin de l'année 2026, pour les équipements les plus critiques et sous 3 ans pour les autres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre le plan d'action de levée des NC des équipements non-électriques d'avant le 1/07/03, faisant suite aux analyses de risque de NORISKO de 2006.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Equipements électriques d'avant le 30/06/2003

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/07/2003, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements électriques d'avant le 30/06/2003
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations existantes lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté et conformes aux dispositions de l'arrêté du 19 décembre 1988 sont réputées satisfaire aux prescriptions du présent arrêté jusqu'au 30 juin 2006. Au-delà de cette date, elles continueront à bénéficier de cette présomption à condition que le " document relatif à la protection contre les explosions ", prévu à l'article R. 232-12-29 du code du travail, les ait validées explicitement avant le 1er juillet 2006.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le DRPCE précise à son §6.1 Equipements fixes : " <u>les matériels électriques et non-électriques conçus antérieurement au 01/07/2003 ont fait l'objet d'une analyse menée par NORISKO afin d'évaluer les risques de présenter une source d'inflammation capable d'enflammer l'atmosphère explosive au sein de laquelle ils sont utilisés.</u> Cette vérification de l'état de conformité permet de valider leur maintien en fonctionnement ; "</p> <p>L'exploitant indique, que les analyses de risques des équipements électriques ont été menées par NORISKO en 2006. Lorsque les équipements électriques étaient non-conformes, ils ont été remplacés.</p> <p>L'exploitant s'engage à effectuer un recensement et la vérification d'adéquation des équipements électriques, d'ici la fin de l'année 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre le rapport de vérification de l'adéquation des équipements électriques prévu d'ici la fin de l'année 2026, accompagné le cas échéant, d'un plan d'action de levée des non-conformités constatées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 9 mois

N° 5 : Vérification périodiques des matériels électriques en zone ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/12/2011, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodiques des matériels électriques en zone ATEX
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La vérification périodique prévue à l'article R. 4226-16 du code du travail est réalisée dans les conditions exprimées dans le présent article.</p> <p>Les méthodes et l'étendue de la vérification périodique sont conformes aux prescriptions de</p>

<p>l'annexe I.</p> <p>Le contenu du rapport de vérification périodique est conforme aux prescriptions de l'annexe II (parties 1 et 3).</p> <p>Annexe I, 2. Etendue des vérifications, 2.1. Généralités</p> <p>Les vérifications portent sur la conformité des installations aux dispositions des articles R. 4215-3 à R. 4215-17, R. 4226-5 à R. 4226-13 et des arrêtés pris pour leur application.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les rapports suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • " <i>Vérification périodique - Vérification effectuée en application de l'article R. 4226-16 du Code du Travail.</i>" daté du 22/10/2025. Les observations concernent principalement des tableaux électriques (Hors zone ATEX) à l'exception de l'observation n°5 qui concerne : " <i>ZONE DE PRODUCTION - HALL DE PRODUCTION. - X2 B.A.E.S Portes chapoteuses DFE.Défaut de fonctionnement A réparer ou remplacer. Art. 11</i> " • " <i>COMPTE RENDU DE VERIFICATION PERIODIQUE Q18</i> " daté du 22/10/2025 qui conclut " ... <i>que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion</i> ". • " <i>AVIS TECHNIQUE Vérification des continuités de terre des canalisations de GPL</i> " daté du 18/10/2025 qui indique " <i>La visite effectuée ce jour n'a relevé aucune observation</i> " et conclut " <i>Les valeurs mesurées paraissent satisfaisantes pour la protection contre les décharges Electrostatiques liées à l'environnement ATEX.</i>"
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Préciser la nature de l'observation n°5 et la suite donnée, du rapport de vérification périodique référencé 303F0/IE/25/14274 en date du 22/10/2025 : Equipement électrique concerné, nature du défaut de fonctionnement, situé en zone ATEX, défaut réparé ?</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Matériels utilisables en atmosphères explosibles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Matériels utilisables en atmosphères explosibles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans cette fiche de constat et la suivante, l'inspection a vérifié par sondage l'adéquation d'équipements à leur zonage ATEX.</p>

Equipement 1

Localisation : Hall carrousels B13 / P13 (Fiche ATEX N°6 du DRPCE)

Equipement : Interrupteurs "SCHNEIDER ELECTRONIC " de l'assemblage " MAKEEN ENERGY "

Zone : 2 / IIA / T2

Catégorie de matériel requise : 3G / IIA / T2

Marquage : Interrupteurs néant. Assemblage "MAKEEN ENERGY " : II2G / IIB / T4

Certificat de conformité : LCIE 05 ATEX 6048 X

Il convient de souligner, que bien que les interrupteurs "SCHNEIDER ELECTRONIC " ne disposent pas d'un marquage ATEX, ils font partie de l'assemblage "MAKEEN ENERGY " qui dispose d'un marquage ATEX, en adéquation avec le zonage. Ces interrupteurs (Equipements électriques) disposent d'un mode de protection SI, ce qui a dû permettre au fabricant de l'assemblage de le certifier ATEX. L'inspection constate que le certificat de conformité ATEX se termine par la lettre "X", signifiant qu'il est soumis à des conditions spéciales d'utilisation, qu'il convient de respecter.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre en ce qui concerne l'assemblage "MAKEEN ENERGY" du "Hall carrousels B13 / P13" :

- Le certificat de conformité ATEX "LCIE 05 ATEX 6048 X " ;
- La notice d'instruction précisant ses conditions spéciales d'utilisation.

Justifier du respect des conditions spéciales d'utilisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Risques accidentels, Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

Le §6.3. du DRPCE concernant les " *ÉQUIPEMENT DE MANUTENTION MOTORISE- CHARIOTS ELEVATEURS* ", rappelle la réglementation applicable à ces équipements, sans préciser si la situation de l'établissement Rhône Gaz. L'exploitant a indiqué en séance, qu'aucun chariot

élévateur n'est utilisé en zone ATEX au sein de son établissement.

Type de suites proposées : Sans suite